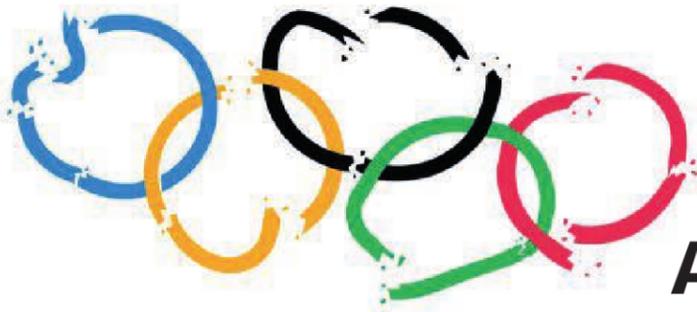


ZBEUL 2024



Avril 2024



VIVE LES JEUX OLYMPIQUES DU ZBEUL !

Trois mois avant le début des épreuves, les JO 2024 n'ont pas commencé mais ils sont dans toutes les têtes de ceux qui ne participeront pas à la fête annoncée, par désintéret, par principe ou faute d'avoir 200 balles à dépenser pour aller quelques heures au stade. Certain.e.s ont déjà planifié leurs vacances en dehors de Paris, d'autres se consolent avec le petit pactole qu'apportera la sous-location de leur appart sur airbnb, d'autres se demandent comment ils iront au boulot avec tout ce remue-ménage, d'autres sont toujours à trimer sur les chantiers de l'évènement... Mais, face à ce grand barouf qui s'impose déjà à tout le monde, dans les rues, les cafés, les transports, sur internet, à la télévision, n'y aurait-il pas d'autres moyens de faire la fête pendant les mois à venir ? Une fête sans médailles ni podiums, sans gagnants ni perdants, sans drapeaux ni logos d'entreprises, une fête gratuite, inventive et revancharde, à laquelle peuvent participer, chacun.e à sa manière, toutes celles qui souhaitent envoyer valser le monde qu'incarnent les JO ?!

Oui parce que, rappelons-le, les JO c'est quand même avant tout une grande célébration nationaliste, où chaque «peuple» s'unirait derrière ses propres couleurs, ces mêmes bannières dégueulasses qui, partout dans le monde, justifient l'existence de frontières et de guerres causant toujours plus de morts. A travers la compétition sportive, les JO sont comme une vitrine des nations, où leurs conséquences mortifères et les conflits sociaux sont dissimulés derrière un grand spectacle pacifié.

Les JO c'est aussi une aubaine pour l'Etat afin de renforcer son contrôle sur la population. De nouvelles technologies de surveillance, en particulier les caméras dites «intelligentes», sont ainsi déployées un peu partout. Les JO et tous les dispositifs sécuritaires qui les accompagnent, sont une sorte de rouleau compresseur contre toutes tentatives de créer des espaces de liberté. Pendant les épreuves, près de 30000 flics et autres milliers de militaires et agents de sécurité privés seront là pour tuer dans l'oeuf toute envie de perturbation de l'évènement.

Les JO c'est un accélérateur de la chasse aux pauvres. En multipliant les expulsions de terrains, de logements, les éloignements de personnes de force (travailleuses du sexe, migrants, SDF, etc), en augmentant le prix du ticket de métro à 4 euros, les JO transforment la ville en un terrain de jeu pour les riches, qui n'auront même plus à souffrir de la vision des plus pauvres. Les mêmes qui en partie se font exploiter pour construire les infrastructures, veiller à la «sécurité» ou assurer les différents services pendant les JO. Depuis longtemps

les indésirables sont chassés toujours plus loin de la métropole, relégués dans des cités dortoirs où tout est fait pour qu'ils n'en sortent que pour aller bosser. Les JO ne font qu'accroître cette dynamique.

Les JO c'est la fête du CIO, des Etats, des nationalistes, des capitalistes. Coca, Airbnb, Decathlon, etc, amassent pas mal de blé pour l'occasion, mais aussi toutes les entreprises de BTP qui bétonnent l'IDF ou encore Tahiti. Et les quelques organisateurs, au passage, qui se font un petit pactole pour les années à venir. Voilà à qui profite l'héritage olympique de ces jeux qui se veulent écolo, soutenables et durables.

Beaucoup n'ont pas attendu 2024 pour s'opposer aux JO. Il y a eu plusieurs grèves de personnes sans-papiers sur les chantiers des JO, notamment derrière le slogan : «pas de papiers, pas de JO». Chantiers qui se voulaient irréprochables et qui tournent à pleine vitesse au mépris des ouvriers dont certains ont perdu la vie pour construire les métros. Il y a aussi eu l'occupation des jardins d'Aubervilliers dont une partie a été détruite pour construire une piscine qui finalement ne servira même pas aux JO. Il y a des menaces de grèves dans les transports en commun.

Dans le même temps, il y a également ceux qui voudraient des JO qui respectent les horaires de pauses et de travail le dimanche et tout irait mieux, il y a les syndicats qui ont négocié des contrats spécial JO au détriment de ceux qui vont se faire exploiter pendant cette période. Il n'existera jamais de JO verts et respectueux de toutes, comme cela n'existe pas dans ce monde capitaliste et qui reproduit au quotidien des dominations.

Alors, comment s'amuser à faire en sorte que leur fête ne tourne pas tout à fait comme prévu ? Comment jouer ensemble, sans compétition, à ce que ça déraile, pour que les flics fassent du saut de haies en fuyant des foules déterminées à venger la mort de Nahel et tous les autres tués par la police, que Tony Estanguet et sa clique, menacés par des javelots revanchards, se fassent plumer les 250000 balles qu'ils se mettent dans les poches chaque année pour l'organisation des JO, que les caméras de vidéosurveillance se fassent défoncer par des bandes d'inventifs s'essayant au saut à la perche pour pouvoir les atteindre, que les juges et les procs, dont le nombre a été largement augmenté pour l'occasion, se retrouvent à courir un 3000m en robe pour déguerpier des tribunaux pris d'assaut, etc ?



EPREUVES DE ZBEULAGE A VENIR

- 1ER MAI : des appels tournent pour faire de la manifestation annuelle du 1er mai un 1er mai anti-olympique
- 10-12 MAI / MONTREUIL : gala de boxe anti-JO à la Parole Errante, 9 rue François Debergue
- 12 MAI / MONTREUIL : déambulation anti-JO au départ de Croix de Chavaux à 14h
- 19 MAI / PARIS 19E : kermesse anti-JO à 16h sur la Place des Fêtes

mail : zbeul2024@riseup.net

twitter : [@zbeul2024](https://twitter.com/zbeul2024)

site internet : <https://zbeul2024.noblogs.org>

SELECTION DE QUELQUES EXPLOITS ANTI-OLYMPIQUES

JANVIER

- **23.01** : Une liste des entreprises qui ont participé à un programme d'expérimentation sur la sécurité des grands événements est publiée dans un appel à attaquer les JO du contrôle
- **24.01 / Bretagne** : Un tuto vidéo sort sur internet pour décrire la «nouvelle discipline olympique bretonne» qui consiste à forcer des boîtes à clé Airbnb
- **26.01 / Paris** : Pour la 2e fois de la semaine une péniche qui devait participer à la cérémonie d'ouverture des JO est attaquée et cette fois-ci entièrement détruite par le feu. Une personne a été mise en examen et incarcérée pour ces attaques ainsi que pour l'incendie d'une autre péniche dans la même période.

FEVRIER

- **03.02 / Pantin** : Grand Loto contre la loi immigration et pour alimenter les caisses de grève des travailleur-euses sans papiers des chantiers des JO
- **6.02 / Aubervilliers (93)** : Présentation contre les JOP d'hiver 2026 à Milan

MARS

- **10.03 / est parisien** : Des tags contre les JO fleurissent sur les murs. On pouvait lire entre autre : «JO 2024, l'essentiel c'est de tout cramer»
- **11.03 / Créteil et Paris** : Des banderoles déployées sur les résidences universitaires contre les expulsions des étudiant-es en vue des JO
- **11.03 / Paris** : Une pub des JO détournée dans le métro indique «Ha ce qu'on serait bien sans le capitalisme et sans l'Etat !»



CONTRE LES JO DE LA JUSTICE !

La manière dont diverses institutions françaises préparent les JO de 2024 offre une loupe sur ce qu'elles sont le reste du temps, et c'est particulièrement le cas en ce qui concerne la justice. Se pencher dessus, outre affronter cette exacerbation répressive qu'on est en train de vivre, c'est aussi se donner des billes pour comprendre à quoi sert la répression en temps «normal».

En prévision des jeux olympiques et paralympiques le gouvernement s'est donné l'objectif «zéro délinquance», d'après le nom du plan lancé à l'automne 2022 aux endroits où les épreuves vont se tenir, ce qui se traduit naturellement par une augmentation de l'activité policière et pénale. Le discours dominant assume alors parfaitement que la sévérité de la justice n'est pas fonction d'une réalité sociale donnée mais des nécessités du moment de l'État. En l'occurrence ces nécessités répondent à un double enjeu, d'un côté préparer la vitrine de la France qui va être le centre de l'attention internationale, de l'autre profiter de l'occasion pour resserrer la vis sur le long terme.

En gros la justice est en train d'augmenter drastiquement le nombre de procès et notamment celui des comparutions immédiates (CI) – les procédures de jugement expéditives – qui débouchent toujours sur des incarcérations massives. Des audiences supplémentaires de CI sont prévues dans 14 tribunaux des départements qui recevront les épreuves, et 122 magistrat-es et 294 greffier-es sont attendu-es en renfort. Le tribunal de Bobigny est particulièrement au centre de l'attention si on en croit les nombreux articles qui fleurissent dans les médias. En tant que tribunal de la Seine-Saint-Denis (93), à la fois emplacement central des JO et département métropolitain le plus pauvre où la justice et les prisons tournent déjà à plein régime, il représente un enjeu de taille. Des audiences de CI dites «de délestage» s'y tiennent déjà (1) pour éviter que des procès soient renvoyés sur la période des JO, en attendant l'ouverture d'une troisième chambre dédiée aux CI à partir du 26 juin. Une deuxième chambre de CRPC (comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) sera aussi ouverte pour l'occasion. Les effectifs de flics du dépôt (les geôles du tribunal) vont être renforcés.

Pourquoi ce déploiement de moyens ? Ca n'est heureusement pas lié à une vague soudaine de pulsions sanguinaires. Pas non plus, malheureusement, à une belle révolte généralisée, comme ça a été le cas en juin dernier lors des émeutes qui ont suivi le meurtre de Nahel par les flics, période que le président du tribunal de Bobigny considère d'ailleurs comme un test fructueux de fonctionnement en période de crise (c'est-à-dire d'abattage judiciaire). Non, le but de ces dispositifs est limpide et juges et politiques ne s'en cachent pas.

Ils répondent à une activité policière intensive qui vise dès à présent à faire «place nette», comme l'indique sans vergogne le nom des opérations en cours dans plein de villes françaises. Annoncées pour lutter contre le trafic de drogue, ça consiste en un déploiement de toute une panoplie de flicaille pour occuper un quartier avec parfois des hélicoptères en appui. Outre la terreur qu'inspirent ces démonstrations de force, le but est aussi de procéder à des arrestations massives pour vider les rues – pour la phase «XXL», lancée le 19 mars, un millier d'interpellations étaient prévues sur toute la France dans une ambiance Minority Report, et dans les faits Darmanin en comptait 1738 au 30 mars. (2)

C'est la même logique quand les flics anticipent que les garde-à-vue passent de 100 à 200 par jour dans le 93 au moment des JO, on comprend bien qu'il ne s'agit pas d'une prédiction mais d'objectifs chiffrés à remplir. On peut cependant imaginer qu'il y aura plus de délits commis à ce moment-là, notamment vu qu'il y aura un élargissement de ce qui est interdit : contraintes administratives (assignations à résidence, interdictions de paraître, ...) qui amènent devant la justice si on les enfreint, interdictions du territoire francilien délivrées en peine complémentaire lors de jugements en ce moment, zones interdites d'accès à qui n'a pas le bon QRcode, métro fermé à qui n'a pas quatre balles en poche... Pour beaucoup de gens ça sera répréhensible de simplement exister dans les zones clés des JO. D'autre part, il y aura encore moins de tolérance que d'habitude pour tout ce qui est ou sera interdit de faire dans la rue, vu le déploiement de moyens prévu cet été pour réprimer : utilisation de la vidéosurveillance algorithmique, déploiement de 30 000 flics, de drones, et de 15 000 militaires, renforcement des patrouilles dans les transports...

Le mise sous contrôle généralisé de la population et la volonté de vider les rues des indésirables entraînent le passage de plus de personnes devant la justice, et immanquablement l'incarcération de plus de monde dans les prisons toujours en record d'entassement (le chiffre inédit de 76 766 prisonnier-es dans les prisons françaises a été atteint le 1er mars dernier).

Donc quand on vient nous dire que le plan de construction de nouvelles prisons (18 000 places supplémentaires entre 2016 et 2027) vise à résoudre les problèmes de surpopulation dans les taules, c'est évident que c'est un gros foutage de gueule. En parallèle la justice se dote de toujours plus de moyens et la capacité des tribunaux augmente en même temps que celle des prisons. On pense au gigantesque nouveau tribunal de Paris à la porte de Clichy et ses 210 cellules de dépôt, mais aussi à celui de Bobigny dont il est prévu de doubler la taille totale d'ici 2027. Il s'agit bien de mettre sous contrôle et enfermer une part toujours plus grande de la population, et notamment celle pauvre, racisée, marginale, qui traîne un peu trop dans la rue. Tout ça sous couvert de «c'est pour votre bien», en nous bourrant le crâne de blabla sur l'insécurité ou autre ensauvagement de la société qu'on nous sert à toutes les sauces. Si les prisons sont toujours plus remplies c'est en réalité qu'il y a toujours plus de choses qui sont répréhensibles et que l'État se dote de toujours plus de moyens pour les réprimer. Mais c'est aussi que ce qui est appelé «délits» c'est souvent la débrouille, la contestation et la révolte, qui sont toujours plus indispensables face à un monde basé sur la domination et l'asservissement. La justice et la prison existent pour protéger les intérêts de l'État et du capitalisme, c'est pourquoi il est vital de lutter contre, que ce soit pendant ou hors JO.

**Face à la justice et la prison, soyons sauvages !
Liberté pour toutes et tous!**

(1) Pour précision ces audiences se tiennent dans une chambre fraîchement créée pour les violences conjugales. On ne pense pas que l'institution judiciaire puisse régler le sexisme, et on voit une fois de plus avec quel cynisme le problème est instrumentalisé pour fournir des moyens supplémentaires à la répression en général.

(2) En Île-de-France, parallèlement à ces opérations, des personnes vivant à la rue sont allégrement placées dans des cars pour être expulsées dans d'autres villes en échange de trois semaines d'hébergement dans un des dix «sas d'accueil temporaires régionaux» spécialement ouverts.



- **15.03 / Paris** : Discussion «Les JOP, un confinement social pour les travailleuses du sexe»
- **16.03 / Marseille** : Un bal anti-JO s'est tenu, il paraît qu'une chasse au trésor contre Airbnb y a semé la pagaille dans le centre-ville. Le lendemain un char anti-JO a défilé lors du carnaval annuel de la Plaine
- **24.03 / Dugny (93)** : La veille de l'inauguration du village des médias, des militant-es déploient des banderoles anti-JO sur place
- **25.03 / Paris et Lyon** : Des pubs d'abribus sont remplacées par des affiches anti-JO
- **29.03 / Lille** : Concerts et discussion contre les expulsions, l'exploitation et la bétonisation des JO dans le cadre du festival «A nous la ville !»
- **30.03 / L'île-Saint-Denis (93)** : Une journée de discussion anti-JO dans le cadre du festival d'écologie radicale «Les Digitales»
- **fin mars / Teahupoo (Tahiti)** : Le kiosque info des JO est fracturé et saccagé

AVRIL

- **Début avril / Ile de France** : Une quarantaine de distributeurs de banques partenaires des JO sabotés à l'époxy et à la mousse expansive, parfois agrémentés de tags «HS»/ «Non aux JO», revendiqué sur internet
- **03.04 / Paris** : Tenue de l'une des «AG des expulsés-es et soutiens» «face aux JO, aux réquisitions, au nettoyage social, à la fin de la trêve hivernale...»
- **05.04 / Brest** : une caméra algorithmique est repeinte pour la 2e fois en 10 jours, revendiqué sur internet
- **06.04 / Paris** : rassemblement devant le ministère des sports contre l'expulsion de 3000 étudiant-es de leurs logements Crous en vue des JO
- **07.04 / Toulouse** : quelqu'un détruit une caméra à l'aide d'une échelle et d'un marteau
- **13.04 / Paris** : une station de métro est retournée de tags. On pouvait lire entre autre «Sabotons les JO», revendiqué sur internet

QUELQUES RESSOURCES

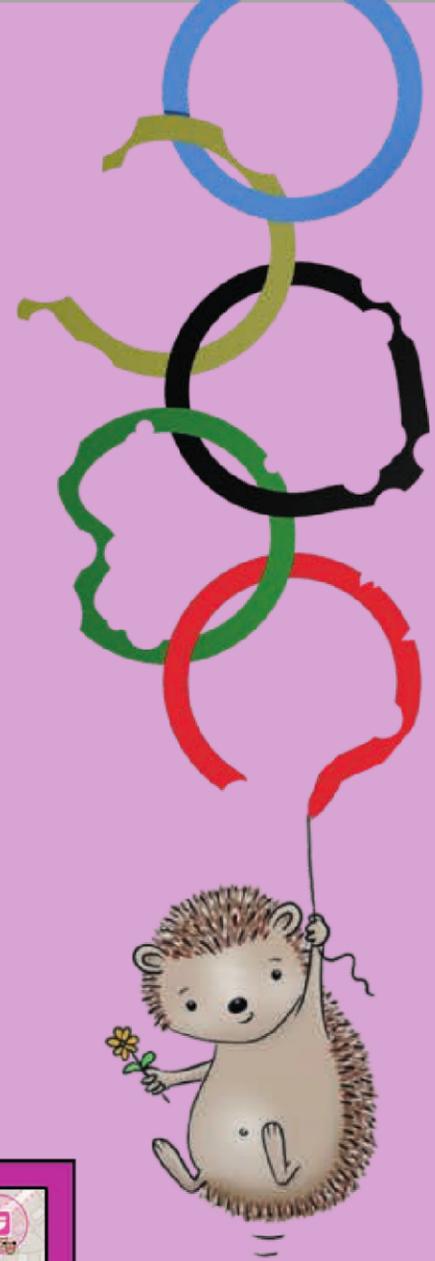


- Brochure **Récit et chronologie de la lutte contre la candidature de Berlin aux Jeux Olympiques d'été 2000.** (1992)
- Brochure **Nolympic City : Contre la candidature d'Amsterdam aux Jeux Olympiques et Paralympiques d'été 92.** (1991)
- Brochure **Réflexions autour des Jeux Olympiques d'hiver de Turin en 2006**
- Brochure **Contre les Jeux Olympiques de 2010 à Vancouver – Pas de Jeux Olympiques sur les terres autochtones volées !**
- Brochure **Génocide et Spectacle. Une réflexion anarchiste sur le contexte à Rio de Janeiro : l'opération Choc de l'Ordre, la Coupe du Monde de la FIFA et les Jeux Olympiques d'Été de 2016 au Brésil.** (2011)
- Brochure **Rio 2016 – Derrière la vitrine le drame**



- Emission de radio **Carapatage #50 : Les jeux olympiques et paralympiques et le contrôle** (03/05/23)
- Chansons **A nous les JO !** et **La flemme olympique**
- Emission de radio **Avis de tempête S01E10 : Lutter contre la machine olympique** (08/04/22)

Toutes sont disponibles sur le blog !



Savoir où sont placées les caméras, comment elles fonctionnent, comment leurs images sont transmises et consultées, et comment les technologies évoluent, c'est se donner des moyens concrets de pouvoir, avec plus de confiance, s'en prendre à la vidéosurveillance et aux intérêts qu'elle protège.

Pas vue, pas prise
Brochure contre la vidéosurveillance
 sur infokiosques.net



COMMENT JOUER AU BINGO

Le principe est simple : tous-tes celle-ux qui souhaitent envoyer valser le monde qu'incarnent les JO jouent dans la même équipe. Chaque action sera recensée sur le blog dans une chronologie, puis représentée par un tampon dans une seule grille commune.

- La grille du bingo est composée de 30 cases : 5 colonnes et 6 lignes.
- Chaque case propose un type d'action précise, et deux cases Joker sont présentes pour des actions si imaginatives qu'elles ne sont pas présentes dans la grille.
- Le but : remplir chaque case d'une même ligne ou colonne, pour pouvoir crier « Bingo ! ». Et si on est persévérant, pourquoi pas, à terme, remplir la grille entière et crier « Carton plein ! ».
- Lorsqu'une action est réalisée, elles est représentées dans la grille sur le blog par un changement de couleur. Il y a 5 couleurs pour 5 niveaux : vert, jaune, orange, rouge et violet.
- Pour qu'une case puisse passer au niveau supérieur, il faut que toutes les autres cases de sa colonne ou de sa ligne aient la même couleur, puis faire à nouveau l'action qui correspond.

Diversité, répétition, originalité, toutes les stratégies sont bonnes pour gâcher cette fête qui n'est pas la nôtre !

Même si la contestation contre les jeux de Paris 2024 existe depuis plusieurs années, et que des gens se mobilisent à coup de réunions, tracts, affiches et actions ; on se contentera pour ce bingo des actions qui ont eu lieu depuis le début de l'année, et surtout celles à venir !



FAIRE UN TAG	UNE MASCOTTE SE FAIT CHOURRER	ZBEULAGE D'UNE FORMATION D'AGENTS DE SECU	SABOTAGE CONTRE LES JOP	BLOPAGE DES TRANSPORTS
CUSTOMISATION D'UNE CAMERA DE SURVEILLANCE	PETAGE DE VITRE D'UNE BOITE PARTENAIRE	COLLAGE DE STICKERS	MANIF SAUVAGE DANS LA VILLE	AUTOREDCHEZ UN SPONSOR
DECORATION D'UN AIRBNB	COLLAGE D'AFFICHES	JOKER	LACHER DE BANDEROLE	DETOURNEMENT D'UNE PUB DES JO
KERMESSE AVEC SES JEUX ANTI-JO	CONCERT ANTI-JO	FEU DE POUBELLES OLYMPIQUE	PERTURBATION D'UN EVENEMENT DES JOP	NOUVEAU CHANT ANTI-JO
ZBEULER AVEC UN MASQUE DE TONY ESTANGUET	JOKER	PARTICIPER A UN RASSEMBLEMENT	DECROCHAGE DE DRAPEAUX NATIONAUX	ENVAHISSEMENT D'UNE BOITE PAS JOJO
COUPURE D'ELEC OU D'INTERNET	EMPECHER UNE REDIFFUSION	SAUVETAGE D'UN HERRISSON	RENDRE DES TRANSPORTS GRATUITS	DES CONTROLEURS ENFUMES PAR DES FUMIS